

J'agis pour Déogratias Mushayidi

Déogratias Mushayidi, est emprisonné depuis 9 années, victime de l'oubli. À l'heure où le président Paul Kagame a gracié plus de 2 000 détenus, l'ACAT appelle les autorités rwandaises à faire un geste humanitaire et à libérer ce militant non-violent.



Militer pour la paix

Déogratias Mushayidi a toujours milité de manière non-violente en faveur de la paix et la démocratie au Rwanda. Tutsi, il a perdu sa famille durant le génocide de 1994, où plus de 800 000 Tutsis ont été massacrés. M. Mushayidi était alors le représentant en Suisse du Front Patriotique Rwandais (FPR), la rébellion armée dont Paul Kagamé – aujourd'hui président de la République – était l'un des principaux leaders politiques. À la fin de la guerre, M. Mushayidi rejoint le secrétariat général du FPR au Rwanda. Constatant des exécutions extra-judiciaires commises en toute impunité par le FPR, il décide au bout de 6 mois de quitter son poste. Il entame alors une carrière de journaliste au Rwanda et critique ouvertement les dérives autoritaires du FPR.

Sous le poids des menaces, il s'exile en Belgique en 2000 et obtient le statut de réfugié. En Europe, il se mobilise pour rassembler Hutus et Tutsis en vue d'un changement politique pacifique au Rwanda. En novembre 2008, il fonde en Belgique, le parti Pacte de défense du peuple (PDP), dont il devient président.

L'année suivante, il rejoint le continent africain et tente de rassembler la diaspora rwandaise. Son voyage s'arrête en mars 2010 où il est arrêté en Tanzanie avec un visa périmé sur un faux passeport burundais. Il est transféré successivement au Burundi puis au Rwanda.

Un prisonnier oublié dans les geôles rwandaises

M. Mushayidi est condamné six mois plus tard, le 17 septembre 2010, à la prison à perpétuité par la Haute Cour de justice après avoir été reconnu coupable, au cours d'un procès expéditif sans témoin à charge, de « *fausse déclaration pour l'obtention d'un passeport burundais, propagation de rumeurs incitant à la désobéissance civile et recrutement d'une armée pour agresser le pouvoir en place* ». Il fait appel de ce procès politique. En février 2012, la Cour Suprême confirme sa peine.

Depuis, M. Mushayidi se comporte de manière exemplaire en prison. Sans famille au Rwanda (sa femme et ses deux enfants habitent au Canada), il reçoit peu de visite. La communauté internationale et la société civile l'ont oublié et ne plaident plus sa cause depuis que sa détention a été officialisée au Rwanda. Alors que l'opposante Victoire Ingabire, a été libérée le 15 septembre 2018 (en même temps que 2 140 autres détenus), M. Mushayidi reste désespérément emprisonné. Pourtant, il n'a jamais été violent et a toujours plaidé pour une nation rwandaise unie dans la paix. Ensemble, exigeons la libération de Déogratias Mushayidi !

Agissez : téléchargez [notre lettre d'intervention](#) !

.....
.....
.....
France

M. Paul KAGAME
Président de la République de Rwanda
Urugwiro Village, P.O. Box 15
Kigali
RWANDA

A, le/...../2019

Monsieur le Président,

Le Rwanda, fort de ses réussites économiques et sociétales, est en mesure d'ouvrir son espace politique. La récente grâce accordée à plus de 2 000 prisonniers est une décision qui s'inscrit dans cette ouverture. D'autres prisonniers politiques n'ont pas bénéficié de cette amnistie, dont Déogratias Mushayidi, condamné à vie en 2010, à l'issue d'un procès expéditif sans témoin à charge.

Ce détenu, sans soutien, reçoit peu de visite. Sa famille a été massacrée durant le génocide ; sa femme et ses deux enfants résident au Canada.

Certes, M. Mushayidi a prôné un changement politique et critiqué les exactions passées du FPR. Cependant, il est non-violent et des auteurs de délits bien plus graves, ont été libérés.

Je vous demande donc, et à travers vous, aux autorités rwandaises, de faire un geste humanitaire, en libérant Monsieur Déogratias Mushayidi.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma haute considération.